POI PARTI OUVRIER INDÉPENDANT
"Pour le socialisme, la République et la démocratie"
Membre de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples

Fédération du Bas-Rhin :
10 rue des Francs-Bourgeois,
67000 STRASBOURG
Courriel : poi67@laposte.net
Site Internet local : http://poi67.no-ip.org

Élisabeth DEL GRANDE,
Conseillère en insertion professionnelle

Henri HAAR,
Auto-entrepreneur

Candidats aux Élections Législatives – 10 juin 2012
2ème Circonscription du Bas-Rhin (Strasbourg Sud - Illkirch)

IL FAUT QUE CELA SOIT DIT !

• Le 2 mars 2012, 25 chefs d'État et de gouvernement ont signé un nouveau traité européen (le traité de Bruxelles - TSCG). C'est Maastricht en pire. Une véritable dictature qui impose la règle d'or à tous les pays d'Europe. Avec ou sans renégociation, avec ou sans pacte de croissances : unité contre la ratification du Traité de Bruxelles.

• Le 1er décembre 2011, les conseillers généraux et régionaux de nos deux départements ont adopté le projet de Conseil Unique d'Alsace. Ce projet s'inscrit dans le cadre de la réforme territoriale qui a soulevé un vent de révolte dans tout le pays.

• Avec la disparition du Bas-Rhin et du Haut-Rhin et la création du Conseil Unique, l'Alsace serait la pointe avancée de l'éclatement de la République, de la casse du Code du travail et des acquis sociaux du droit local. C'est l'Europe des régions directement reliée à Bruxelles. Retrait du projet de Conseil Unique d'Alsace.

• Traité de Bruxelles, Conseil Unique d'Alsace, c'est la casse généralisée des acquis sociaux et des services publics en application des directives européennes.

Il faut le dire clairement.
On ne s'en sortira pas
sans une politique de rupture.

- **Rupture avec l'Union Européenne**
- **Non à la ratification du Traité de Bruxelles (Super Maastricht)**
- **Annulation de la dette**

Il faut le dire, maintenant, tout de suite en se regroupant sur les revendications que nous entendons porter à l'occasion des législatives.

Stop à la casse du logement HLM

Constructions : construction de logements par des offices qui restent ou redeviennent 100% public (Cus Habitat, Opus 67, Sibar) pour répondre aux besoins de la population !

Loyers : blocage des loyers et des charges !

Rénovations : rénovation des logements sans aucune augmentation de loyer !

Stop à la casse des services publics

• École Publique : rétablissement des RASED et de tous les postes d'enseignants supprimés par les gouvernements successifs (école, collège, lycée)

• Université : non à la privatisation de l'Université avec la mise en place des IDEX. Défense d'une recherche publique financée par l'État. Abrogation de la loi d'autonomie des Universités (dite loi LRU)

• Services publics locaux : non à la privatisation des services publics (service du nettoyage des écoles de Strasbourg, patinoire, CTS, exemple : ligne 21 vers Kehl). Rénovation d'urgence des Bains Municipaux dans le cadre du service public.

Stop à la casse de l'emploi

Notre secteur est durement touché par le chômage notamment des jeunes. Plus que jamais : assez des petits boulots précaires et mal payés. Un vrai travail et un vrai salaire !

La COOP, symbole du commerce de proximité en Alsace, est menacée d'être absorbée par les grands groupes Leclerc et Casino. Déjà des dizaines de magasins ont fermé et des centaines d'emplois sont supprimés. Stop à la casse des commerces de proximité : retour aux principes et valeurs de la COOP, arrêt des fermetures de magasins et des suppressions d'emploi.

Depuis la candidature aux municipales de 2008 pour un parti ouvrier indépendant, les comités strasbourgeois du POI se sont mobilisés sur le terrain et aux élections cantonales pour défendre l'intérêt de la population.

Dans la continuité du travail unitaire pour la défense des droits ouvriers et démocratiques mené par ses militants, les Comités Strasbourgeois du POI ont décidé de présenter la candidature d'Élisabeth DEL GRANDE, conseillère en insertion professionnelle et Henri HAAR, auto-entrepreneur, aux élections législatives.

Cette candidature est un moment de rassemblement pour l'unité la plus large possible autour de ces revendications et plus particulièrement celles qui concentrent tout :

NON À LA RATIFICATION DU TRAITÉ DE BRUXELLES ! RETRAIT DU PROJET DE CONSEIL UNIQUE D'ALSACE !

Venez en débattre lors de nos réunions publiques :

- **Mercredi 16 mai à 20 H**
  Restaurant Schutzenbock
  (81, avenue Jean Jaurès au Neudorf)
- **Mardi 5 juin à 20 H – Bar Le Chariot**
  (18, rue de l'Abreuvoir à la Krutenau)

NON AU TRAITÉ DE BRUXELLES

Le Traité de Bruxelles reprend tout le Traité de Maastricht mais en pire.

Il vise à institutionnaliser « la règle d'or »
en imposant les « pactes de disciplines budgétaires ».

Il généralisera à toute l'Europe
les plans de misère et de régression sociale imposés au peuple grec.

Il doit être soumis à la ratification en France
après les élections législatives.

Le POI appelle à une manifestation nationale
dans l'unité contre cette ratification.

Quel que soit le résultat des élections législatives,
Avec ou sans renégociation, avec ou sans pacte de croissance,

LE TRAITÉ DE BRUXELLES NE DOIT PAS ÊTRE RATIFIÉ

Nom	Prénom	Adresse	Soutien financier	Signature